

<p align="center">Procès - verbal de séance du conseil municipal Jeudi 25 novembre 2010</p>

Convocation du 18 novembre 2010

L'an deux mil dix le 25 novembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Matthieu, Duc Serge, Dugelay Denis, Fernandez Vincent, Garcin André, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Raizin Stéphane.**

Absents excusés représentés : Para-Aubert Monique représentée par Jacques Michalinoff
Modanese Corine représentée par Matthieu Allain Launay

Absents : Clément Jean-Luc, Comte Sandrine, Gerbaud Eric, Gabanou-Paul Agnès,

Secrétaire de séance : Denis Dugelay

Présents : 9 Votants : 9 +2

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de note pour complément.

Ordre du jour :

- Urbanisme
Attribution du lot N°4 au pôle des Vincents
Suite à donner aux propositions du cabinet Estrangin
Acquisitions foncières, projets, cession du chemin d'Ocurse aux Guérins
- Budget : décisions modificatives de fin d'année
- Suite à donner au jugement du Tribunal administratif (requête en annulation de la commune de Sigoyer / Préfecture des Hautes-Alpes)
- Etude assainissement : convention de partenariat pour recherches de financements et groupement de commande avec la CCTB
- Fonctionnement de la station des Guérins, tarification
- Compte rendu du conseil d'école du 9 novembre 2010
- Questions diverses

Compte rendu du conseil d'école du 9 novembre 2010 :

Le Maire fait part du compte-rendu du conseil d'école tout en soulignant qu'il n'a pas été destinataire du compte rendu officiel diffusé par l'école.

Ont été abordés les sujets suivants : l'effectif de la prochaine rentrée scolaire est satisfaisant, 54 enfants recensés.

L'école est désormais fermée pendant les heures de classe, un carillon a été installé pour prévenir toute entrée en dehors de ces horaires.

Le nouveau projet d'école est lancé pour 3 ans, le matériel de l'ENR a été livré, sa prise en main se fera le mercredi 1er décembre, les sorties de ski de fond se feront aux Guérins plus une à Bayard (le matériel sera prêté gratuitement aux enfants de l'école par l'association neige et montagne), la cabane à grimper est en cours d'installation et des jouets de cour sont à compléter.

Divers entretiens seront réalisés (volets roulants, porte d'entrée sur la cour)

A la demande de Mme Bourges, directrice, un ordinateur portable sera mis à sa disposition dans le bureau de la Direction, pour la gestion administrative de l'école, exclusivement.

Fonctionnement de la cantine scolaire : "*..des parents se seraient manifestés pour signaler des agents communaux trop sévères et des punitions inadaptées..*" le maire n'a été saisi d'aucune requête de parents ou d'enfants, et le service semble satisfaire si l'on en juge par sa fréquentation, 25 enfants en moyenne/jour...

Comme tous les parents, Stéphane Raizin a été destinataire d'un compte rendu, qu'il trouve très accusateur pour la commune et les agents, il regrette ce ton qui émane d'un collectif, mais pas des parents délégués représentatifs ; il préconise la nécessité d'un règlement qui encadre ce service. Le maire indique que le conseil municipal ne peut débattre d'un document dont il n'est pas destinataire et demande que l'on s'en tienne aux sujets traités en conseil d'école.

Marché de Noël : il aura lieu le dimanche 12 décembre et devra être porté par l'école dans le cadre de l'OCCE, la commune offrira les fournitures pour l'apéritif.

Service minimum d'accueil : certains parents demandent la mise en place de ce service, le maire a rappelé que le conseil municipal est opposé au principe et qu'en conséquence, ce service ne sera pas organisé.

Urbanisme

Attribution du lot N°4 au pôle des Vincents

La commission urbanisme, lors de sa séance du 22 décembre, a proposé d'attribuer à M.Mme Trochu le lot N°4 du lotissement d'artisans .

M. le maire rappelle les délibérations concernant l'aménagement du pôle d'activités des Vincents,

Vu l'arrêté de lotir conformément au plan de composition en date du 25 février 2008

Vu la charte de qualité en préambule du règlement

Vu la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux d'aménagement du lotissement

Vu la délibération en date du 25 février 2008 fixant le prix de vente net des terrains à 40.00 euro le m²

Considérant que M. Mme Hauser ont levé l'option sur l'acquisition du lot N°4, que celui-ci est désormais libre à la vente

Considérant que M. Mme TROCHU ont formulé le souhait d'acquérir ce lot aux conditions définies précédemment,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

Article 1 : de vendre le lot N°4 à M.Mme TROCHU ainsi qu'ils en ont fait la demande, par acte notarié rédigé par maître MAROCCO, Notaire à Tallard.

Soit :

- Lot N°4- ZE160 de 1307 m² : 52 280 € - Acquéreurs : Mme. M.TROCHU Nicolas domicilié à JARJAYES 05

Article 2 : autorise M. Le Maire à signer tous actes notariés et documents relatifs à cette opération avec les acquéreurs.

Chemin d'Ocurse aux Guérins : Projet d'aliénation d'une partie du CRV N°10 dit chemin d'Ocurse aux Guérins - Procédure d'enquête publique :

Le maire rappelle qu'il convient de définir la procédure d'enquête publique afin de pouvoir aliéner une partie du domaine public

M. Le Maire expose à l'assemblée que la commune est propriétaire du chemin rural vert N°10, dit « chemin d'Ocurse », qui longe les parcelles cadastrées A 139, 140, 142, 527,568, 627 et F26, 27,29.

Ce chemin n'est pas affecté à l'usage du public : il n'est ni utilisé comme voie de passage, ni inscrit au plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées, et il ne fait

pas l'objet d'actes de surveillance ou de voirie, tels que visés à l'article L 161-2 du Code rural.

Aussi, ce chemin ne présente pas d'enjeux d'intérêt communal, il est donc susceptible d'être aliéné à titre onéreux, notamment au profit de riverains qui en feraient la demande. Il y a lieu de procéder au déclassement de cette voie avant cession.

Le maire propose d'engager la préparation de cette procédure nécessaire à l'ouverture d'une enquête publique ; les modalités de cette enquête seront fixées par arrêté du maire tel que prévu par les articles L 161-10 du Code rural et R 141-4 à R 141-9 du Code de la voirie routière.

Sur proposition du maire, après en avoir délibéré,
le conseil municipal, à l'unanimité

- Décide d'engager les mesures nécessaires à l'ouverture de l'enquête publique
- Autorise le maire à signer tous documents concernant cette procédure

Le maire rappelle qu'une réunion d'information organisée par le CNFPT (centre national de formation des personnels territoriaux) relative à l'éco construction, aura lieu le 9 décembre à Eyguians et invite les conseillers intéressés à y assister.

Levée d'option anticipée du crédit bail par M.Mme Pierre Busin :

M. Le Maire expose à l'assemblée que la commune de Sigoyer, afin de redynamiser le tissu économique et social de son territoire, pour un développement global a fait édifier une ferme relais avec atelier caprin, stockage de l'alimentation, fromagerie, local vente et salle pédagogique sur un terrain agricole de 2000 m² afin de la mettre à disposition d'un jeune agriculteur suivant la formule de crédit bail communal.

Ce crédit bail communal a été signé le 30 janvier 2006 avec M.Mme Pierre Busin, preneurs, complété par un avenant signé le 2 mai 2008

Par courrier en date du 02 décembre 2009, M.Mme Busin ont fait la demande d'une levée d'option anticipée du crédit bail

Considérant que l'objectif est atteint (pleine activité de la ferme et dynamisme des locataires), conformément à l'article 8 du crédit bail, le conseil se prononce favorablement à cette levée pour un montant de 75 630 euros (capital restant dû sur l'emprunt majoré des intérêts 2010) ; tous les frais annexes (notaires, financiers et administratifs) seront pris en charge par le preneur.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- Accepte de réduire la durée minimale de location
- Accepte la levée d'option anticipée du crédit bail au profit de M.Mme Busin Pierre
- Autorise le maire à signer tous actes notariés et documents relatifs à cette opération auprès de Me Marocco, notaire à Tallard.

Suite à donner au jugement du Tribunal administratif (requête en annulation de la commune de Sigoyer / Préfecture des Hautes-Alpes) :

M. Le Maire rappelle au conseil municipal l'historique de l'affaire :

Suite au projet d'aménagement de la station de Céüse et création d'une réserve collinaire sur le marais de Raux,

Le conseil municipal a chargé Maître Millias, avocat à Briançon, de déposer auprès de M. Le Préfet des Hautes-Alpes une demande de recours gracieux en annulation de l'arrêté du 2 novembre 2006 avec si nécessaire une procédure de référé devant le tribunal administratif

Par ordonnance rendue le 15 mai 2007, le tribunal administratif de Marseille a ordonné la suspension de l'exécution des mesures concernant l'aménagement de la station de Céüse (récépissé préfectoral du 20.10.2006, arrêté préfectoral du 2.11.2006 fixant les prescriptions particulières applicables à la réserve d'altitude de Raux à Manteyer et décision implicite de rejet de recours gracieux formé par la commune)

La Préfecture des Hautes-Alpes a demandé le 16 juillet 2009 au TA de rejeter la requête présentée par la commune de Sigoyer en vue d'obtenir l'annulation des mesures citées ci-dessus

Enfin, le jugement rendu le 19 octobre 2010 par le TA rejette la requête en annulation de la commune de Sigoyer

Le maire rappelle au conseil municipal que la notification de ce jugement en date du 21 octobre 2010 fait courir le délai d'appel de deux mois.

Il rappelle que les élus ne sont pas opposés au projet de développement de la station de Céüze, mais seulement soucieux de l'approvisionnement en eau potable de la commune de Sigoyer.

Puis il présente l'étude du bureau Sommival sur le développement de Céüze qui propose des activités de pleine nature dans une station 4 saisons, ce changement de cap permet de penser que le projet précédent n'a plus lieu d'être.

Il rappelle que le coût de la procédure d'appel serait de 1500 euros et que nous devons apporter de nouveaux éléments objectifs. M Alain Launay pense que l'on pourrait se baser sur des thèses géologiques appliquées au massif de Céüze et faire valoir la directive Natura 2000.

M. Meunier et S. Duc pensent que l'on n'a pas véritablement d'éléments nouveaux à opposer, J. Michalinoff considère que l'actuel projet est abandonné (le projet de reconversion ne fait plus référence aux canons à neige) et qu'il convient plutôt de se réserver pour une nouvelle procédure au cas où notre approvisionnement en eau potable serait de nouveau menacé par un autre projet.

Vincent Fernandez est rassuré de voir les différents partenaires du développement de Céüze s'investir dans une nouvelle dynamique qui va dans le bon sens, avec les activités de pleine nature, Maurice Ricard craint que l'appel soit perçu comme un acte de défiance par les élus qui souhaitent le développement du massif dans cette nouvelle direction.

Stéphane Raizin, indépendamment de l'aspect politique, s'élève contre une volonté du SIVU de Gap-Céüze de passer en force un projet en dehors des lois et par principe, propose de relever l'appel.

La décision est mise au vote : faut-il relever l'appel ?

Pour : 2+1 pr (dont Stéphane Raizin qui demande que son nom soit mentionné)

Abstention : 1

Contre: 6 +1 pr

En conséquence, le conseil municipal ne relèvera pas l'appel devant la cour administrative d'appel de Marseille.

Comme prévu, Stéphane Raizin quitte la séance pour des raisons professionnelles.

Opérations groupées d'assainissement collectif - Partenariat et groupement de commandes avec la CCTB.

(L'étude demandée par la commune concerne l'extension de la STEP des Dômes et le réseau du quartier Saint Laurent)

Présents : 8 Votants : 8 +2

Le maire rappelle la demande de la Commune de Sigoyer, prise par voie de délibération en date du 1^{er} juillet 2010, et dont l'objet est de réaliser, si les études concluent à la faisabilité du projet, des travaux d'assainissement collectif.

Il expose que ce projet, de par sa nature, suppose une coordination entre la Commune de la Communauté de Communes, respectivement maîtres d'ouvrages pour les réseaux et pour les unités de traitement.

Il précise que l'opération concerne d'une part, la réhabilitation ou la reconstruction, de la station d'épuration des Guérins devenue obsolète et, d'autre part, l'extension de l'unité des Dômes. Ces travaux et études sont de compétence de la Communauté de Communes. L'opération nécessite, par ailleurs, l'extension de réseaux qui sont de compétence de la Commune.

Il explique qu'une mutualisation de ces opérations est possible en terme financier et en termes de commande publique. Il conviendrait pour cela de conclure un partenariat entre les 2 entités publiques afin de solliciter de concert les financements potentiels, et de constituer un groupement de commandes afin de lancer une consultation portant sur l'intégralité des besoins.

Il propose d'une part, de passer les conventions de partenariat et de groupement de commandes avec la CCTB et, d'autre part, que la CCTB soit le membre coordonnateur de

ces 2 procédures.

Etant entendu l'exposé du Maire, le conseil municipal, à l'unanimité

- Accepte ces propositions,
- Accepte le fait que la Communauté de Communes soit coordonnatrice des ces procédures,
- Autorise Monsieur le Maire à signer les conventions dont les projets sont annexés à la présente et le charge du suivi de ces procédures.

Budget : décisions modificatives de fin d'année :

Présents : 8 Votants : 8 +2

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Considérant qu'au regard de l'exécution du budget, il est nécessaire de procéder à un réajustement sur le chapitre 2315-3011 (lotissement d'artisans) :

Désignation article		Crédits supplémentaires à voter	
Chapitre	intitulé	dépenses	recettes
2111-3003	Terrains nus	- 10 500	
2315-3011	Immo. en cours (réseaux)	+ 10 500	
		0	

Considérant qu'au regard de l'exécution du budget, il est nécessaire de procéder à un réajustement sur les chapitres 238-000 et 2183-000 (acquisition matériel informatique école et participation CCTB) :

Désignation article		Crédits supplémentaires à voter	
Chapitre	intitulé	dépenses	recettes
238-000	Participation CCTB (acquisition matériel info)	+ 250	
2183-000	Autres immo. matériel info	+ 250	
2182-000	Autres immo .matériel transport	- 500	
		0	

Considérant qu'au regard de l'exécution du budget de l'eau, il est nécessaire de procéder à un réajustement sur le chapitre 238-3000 (participation CCTB /travaux sur le réseau AEP) :

Désignation article		Crédits supplémentaires à voter	
Chapitre	intitulé	dépenses	recettes
238-3000	Participation CCTB AEP	+16 200	
238-3002	Participation CCTB ASSAINISSEMENT	- 16 200	
		0	

Monsieur le Maire invite le conseil à voter ces décisions modificatives
Délibéré et adopté par le conseil municipal

Le maire fait part de la décision de M. Abrachy de ne pas appliquer l'intégralité de l'indexation sur les travaux AEP exécutés, et l'en remercie.

Fonctionnement de la station des Guérins :

Les employés communaux s'affairent à préparer la station, remplacement de roulements, mise en place des perches, vérifications diverses.

Suivant l'enneigement, l'ouverture pourra être envisagée le lundi 27 décembre jusqu'au vendredi 31 ; pas d'ouverture le 1^{er} et 2 janvier 2011, ensuite ouverture les mercredi, samedi et dimanche de 10H à 16H.

Le maire informe le conseil du changement de bureau de l'association "neige et montagne des 2 Céüze" qui s'occupera cette année encore des locations de matériel, à la maison de la station.

La commission de sécurité sera convoquée le samedi 4 décembre à 10H30 à la station.

A la demande des conseillers, la tarification reste inchangée pour la saison 2011, soit :

- Demi-journée : 3 euros
- Journée : 6 euros
- Saison : 20 euros

L'ordre du jour étant épuisé, le maire questionne les conseillers municipaux, M. Allain Launay souhaiterait aborder en prochaine séance, la réforme de la territorialité, afin de connaître la position de la CCTB.

La parole est donnée au public : Madame Busin Emilienne, locataire, désire connaître le mécanisme de calcul du prix de Kcal du gaz. La répartition se fait par rapport à l'ensemble des consommations et du prix moyen du m3 de gaz.

M. Busin Jean-Pierre fait part de son mécontentement dû à la gêne occasionnée par les répétitions de la chorale sous le préau de l'école, ainsi qu'aux nuisances apportées par les véhicules des choristes...Le maire rappelle que l'école est un bâtiment public et que, bien qu'il ait la volonté de protéger la tranquillité des locataires, il ne peut pas garantir que l'école ne sera jamais utilisée pour des manifestations de ce type.

Il demandera aux choristes de bien vouloir se garer à l'entrée de la place, M. Allain-Launay, choriste, précise que la prochaine répétition se fera à l'église...

La séance est levée à 23 heures

➤ Délibérations du conseil municipal :

- Pôle d'activités des Vincents - Cession de la parcelle ZE 160 / (Lot 4)
- Projet d'aliénation d'une partie du CRV N°10 dit c hemin d'Ocurse aux Guérins
Procédure d'enquête publique
- Levée d'option anticipée du crédit bail par M. Mme BUSIN Pierre
- Opérations groupées d'assainissement collectif - Partenariat et groupement de commandes avec la CCTB
- Décision modificative – Pôle des Vincents
- Décision modificative – Acquisition de matériel informatique
- Décision modificative – Participation CCTB /Travaux sur réseau d'eau potable

Lu et approuvé, le conseil municipal